



***Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé
4, place du palais 31 380 BAZUS***



Maîtrise d'œuvre
MARONESE Guy Architecte DPLG 27, rue des lois 31 000 TOULOUSE Tél. 05 61 70 14 79 Portable 06 07 76 48 37 Email guy.m.sm@live.com

**C.C.T.P. Cahier des Clauses Techniques Particulières
Lot 3 – MENUISERIES et SERRURERIE**

1 PRESCRIPTIONS GENERALES

1.1. OBJET DES TRAVAUX

Le présent C.C.T.P. a pour objet de définir et de décrire les travaux du lot **n°3, MENUISERIES ET SERRURIE**, à réaliser dans le cadre à réaliser dans le cadre de la **Transformation du bâtiment communal en maison pluridisciplinaire de santé au 4, place du palais 31 380 BAZUS**.

Le présent entrepreneur devra la connaissance complète du projet : plans, CCTP des autres corps d'état, et pièces administratives.

Les principes généraux de construction sont définis par le présent document, les plans de l'Architecte et du B.E.T. Du fait de sa qualification, il appartient à l'entreprise de prévoir le détail des sujétions, fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation parfaite de son marché.

Les entrepreneurs sont tenus de vérifier les côtes et dimensions indiquées sur les plans, les incertitudes devront être signalées au maître d'ouvrage au stade de l'étude. Les erreurs qui pourraient être invoquées, après signature des marchés, ne sauraient en effet remettre en cause le prix global forfaitaire arrêté.

Une visite sur site s'impose avant de réaliser le chiffrage des travaux.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever certaines dispositions des plans et CCTP trouveront leurs solutions dans les avenants techniques de référence et les décisions du maître d'ouvrage, sans modifier le prix global forfaitaire du marché.

Les contradictions éventuelles entre le CCTP et les plans n'auront jamais pour effet d'annuler la construction des ouvrages visés, mais seulement d'entraîner l'application de la clause de priorité.

Le descriptif ne constitue pas une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Aussi, en cas de manque de concordance, d'omission ou d'imprécision dans ces documents, les entrepreneurs devront demander au maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires avant de remettre leur acte de soumission. Aucune réclamation en vue d'obtenir un supplément de prix ne sera pris en considération après le dépôt des offres.

Nota :

Toutes les précautions de réalisation des travaux doivent être mises en œuvre pour respecter tant la sécurité des personnes que les bruits de chantier générés durant la journée de travail.

1.2. PRESTATIONS DE L'ENTREPRENEUR DU PRESENT LOT

Les prestations de l'entrepreneur comprennent :

- La fourniture, le transport à pied d'œuvre et la mise en œuvre de tous les matériaux nécessaires à la réalisation des installations projetées,
- L'amenée, l'établissement et l'enlèvement de tous les appareils nécessaires à la réalisation des travaux,
- Les frais de location, d'entretien et de réparation, d'assurance de ce matériel,
- La main d'œuvre pour la réalisation de l'ouvrage,
- Le déplacement pour quelques causes que ce soit du matériel sur l'emprise du chantier,
- Les dépenses d'énergie et de matières consommables,
- L'enlèvement des déchets et leur évacuation.

Liste non limitative.

L'entrepreneur est tenu de vérifier les côtes et dimensions indiquées sur les plans, les incertitudes devront être signalées au maître d'ouvrage au stade de l'étude. Les erreurs qui pourraient être invoquées, après signature des marchés, ne sauraient en effet remettre en cause le prix global forfaitaire arrêté.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever certaines dispositions des plans et CCTP trouveront leurs solutions dans les avenants techniques de référence et les décisions du maître d'ouvrage, sans modifier le prix global forfaitaire du marché.

Les contradictions éventuelles entre le CCTP et les plans n'auront jamais pour effet d'annuler la construction des ouvrages visés, mais seulement d'entraîner l'application de la clause de priorité.

Le descriptif ne constitue pas une liste exhaustive des prestations à réaliser.

Aussi, en cas de manque de concordance, d'omission ou d'imprécision dans ces documents, les entrepreneurs devront demander au maître d'œuvre tous les renseignements nécessaires avant de remettre leur acte de soumission. Aucune réclamation en vue d'obtenir un supplément de prix ne sera pris en considération après le dépôt des offres.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire, y compris l'évacuation et la mise en décharge.

L'entreprise est censée connaître parfaitement toutes les prestations de l'ensemble des autres corps d'états. Il ne sera toléré aucune réclamation ni accordé aucun supplément de prix pour méconnaissance d'ouvrages communs à un ou plusieurs lots.

Font également partie des prestations à la charge de l'adjudicataire :

Du fait de sa qualification, il appartient à l'entrepreneur de prévoir toutes les sujétions, fournitures, appareils, dispositifs de sécurité et tous ouvrages nécessaires pour la réalisation parfaite de son marché.

1.3. PARTICULARITE DU PROJET

L'entrepreneur tiendra compte des surcharges climatiques appliquées sur les ouvrages conformément aux règlements techniques en vigueur : NV65 (modifié 2009) ou EUROCODE 1 (NF EN1991)

Références du site :

- o Site : Normal
- o Neige : Zone A2
- o Vent : Zone 1
- o Sismicité : Zone 1 (très faible) selon la réglementation parasismique en vigueur PS92 ou EUROCODE 8 (NF EN 1998)
- o Altitude indicative : inférieur à 180 m pour la zone de la concernée

1.4. TYPE DE MARCHÉ

Le présent lot est traité à PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans d'consultations de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

S'il estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnerait d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du devis descriptif, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

1.5. DOCUMENTS DE REFERENCE

Les travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et à la réglementation française telle qu'elles se trouveront être en vigueur un mois avant la date d'établissement de l'offre.

En particulier, les travaux seront conformes aux prescriptions techniques contenues dans les lois, décrets, arrêtés et circulaires applicables en France, ainsi que dans les cahiers des clauses techniques générales, les documents techniques unifiés (cahier des charges, cahier des clauses spéciales, cahier des clauses techniques, mémento), les normes, les avis techniques, les exemples de solutions et/ou le(s) document(s) cité(s) aux paragraphes ci-dessous, avec les conventions suivantes :

- Lorsqu'un document (DTU, norme, etc.) est constitué de plusieurs parties ou comprend des compléments, modificatifs, amendements...seul est mentionné le nom générique du document ;
- La date mentionnée dans les documents renvoie à la dernière modification parue, qu'elle ait eu lieu dans le corps principal du document ou dans ses annexes.

1.5.1 TEXTES LEGISLATIFS (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)

- Décret n° 92-647 du 8 juil. 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE)
- Décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 relatif aux caractéristiques du logement décent pris pour l'application de l'article 187 de la loi 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains (loi SRU)
- Arrêté du 3 avril 2002 portant application pour les quincailleries des fermetures d'urgence et antipanique pour le bâtiment du décret 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par le décret 95-1051 du 20 septembre 1995
- Arrêté du 19 septembre 2002 portant application à certaines chevilles en plastique du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par le décret n° 95-1051 du 20 septembre 1995 (DPC et ATE)
- Arrêté du 15 janvier 2004 portant application à certains dispositifs de quincaillerie pour le bâtiment du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 (DPC et ATE)
- Arrêté du 2 juillet 2004 portant application aux portes, portails et barrières du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction, modifié par les décrets n° 95-1051 du 20 septembre 1995 et n° 2003-947 du 3 octobre 2003 (DPC et ATE)
- Arrêté du 24 décembre 2004 portant application à certaines chevilles d'ancrage du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction (DPC et ATE)
- Arrêté du 8 août 2005 portant application aux serrures et gâches de quincaillerie pour le bâtiment du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction
- Arrêté du 8 août 2005 portant application aux kits de façades rideaux du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction
- Arrêté du 20 juillet 2007 portant application aux fenêtres et portes extérieures du décret n° 92-647 du 8 juillet 1992 modifié concernant l'aptitude à l'usage des produits de construction

1.5.2 TEXTES LEGISLATIFS (MISE EN OEUVRE, CONSTRUCTION, HABITATION)

- Code de la Construction et de l'Habitation
- Arrêté du 1er mars 1978 modifié relatif aux normes de surface et d'habitabilité des logements financés à l'aide de prêts conventionnés
- Arrêté du 10 janvier 1979 nature des travaux d'amélioration exécutés par les bailleurs sur des logements locatifs faisant l'objet d'une convention conclue en application de l'article L351-2 (4°) du code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 24 mars 1982 modifié concernant les dispositions relatives à l'aération des logements
- Circulaire n° 82-52 du 7 juin 1982 relative à l'aération des logements
- Circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables
- Circulaire n° 2004-UHC/QC2/13 du 28 juin 2004 relative à l'application des règles de construction et à la qualité technique de la construction (en France métropolitaine)
- Ordonnance n° 2005-1566 du 15 décembre 2005 relative à la lutte contre l'habitat insalubre ou dangereux

1.5.3 TEXTES LEGISLATIFS (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- Code de l'Environnement
- Code de l'Urbanisme
- Code Général des Collectivités territoriales
- Arrêté du 6 octobre 1978 modifié relatif à l'isolement acoustique des bâtiments contre les bruits extérieurs
- Circulaire n° 89-49 du 12 mai 1989 relative au label haute performance énergétique et au label solaire
- Arrêté du 22 novembre 1989 relatif aux solutions techniques applicables aux immeubles collectifs ne comportant pas plus de cinquante logements
- Arrêté du 5 mai 1995 relatif au bruit des infrastructures routières
- Arrêté du 30 mai 1996 modifié relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit
- Arrêté du 25 juillet 1997 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2910 (Combustion)
- Arrêté du 15 décembre 1998 pris en application du décret 98-1143 du 15 décembre 1998 relatif aux prescriptions applicables aux établissements ou locaux recevant du public et diffusant à titre habituel de la musique amplifiée, à l'exclusion des salles dont l'activité est réservée à l'enseignement de la musique et de la danse
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux caractéristiques acoustiques des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 30 juin 1999 relatif aux modalités d'application de la réglementation acoustique
- Arrêté du 8 novembre 1999 relatif au bruit des infrastructures ferroviaires
- Circulaire conjointe n° 2000-5 - n° 2000-73 du 28 janvier 2000 relative à l'application de la réglementation acoustique dans les bâtiments d'habitation neufs
- Circulaire du 25 avril 2003 relative à l'application de la réglementation acoustique des bâtiments autres que d'habitation
- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements de santé
- Arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les hôtels
- Arrêté du 2 septembre 2003 relatif à l'agrément d'une méthode de justification des fenêtres pariéto---dynamiques en application de l'article 74 de l'arrêté du 29 novembre 2000 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles de bâtiments
- Arrêté du 4 avril 2006 relatif à l'établissement des cartes de bruit et des plans de prévention du bruit dans l'environnement
- Arrêté du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques des bâtiments nouveaux et des parties nouvelles
- Décret n° 2006-592 du 24 mai 2006 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des constructions
- Arrêté du 19 juin 2006 modifié définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie
- Arrêté du 15 septembre 2006 modifié relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine
- Arrêté du 3 mai 2007 relatif aux caractéristiques thermiques et à la performance énergétique des bâtiments existants
- Arrêté du 21 septembre 2007 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments neufs en France métropolitaine
- Arrêté du 30 novembre 2007 relatif à l'agrément de la solution technique ST 2007-001 relative au respect des exigences de confort d'été pour l'application de la réglementation thermique 2005
- Arrêté du 7 décembre 2007 relatif à l'affichage du diagnostic de performance énergétique dans les bâtiments publics en France métropolitaine
- Arrêté du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1432 (Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables)
- Arrêté du 27 août 2009 relatif à l'agrément de la demande de titre V relative à la prise en compte des gestions centralisées et automatisées des volets roulants dans la réglementation thermique 2005

1.5.4 TEXTES LEGISLATIFS (ACCESSIBILITE)

- Décret n° 78-1167 du 9 décembre 1978 relatif aux mesures destinées à rendre accessibles aux personnes handicapées à mobilité réduite les installations ouvertes au public existantes appartenant à certaines personnes publiques et à adapter les services de transport public pour faciliter les déplacements des personnes handicapées

- Arrêté du 27 juin 1994 relatif aux dispositions destinées à rendre accessibles les lieux de travail aux personnes handicapées (nouvelles constructions ou aménagements) en application de l'article R235-3-18 du Code du Travail
- Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation et modifiant le code de la construction et de l'habitation
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des ERP et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
- Arrêté du 1er août 2006 modifié fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction
- Arrêté du 26 février 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18-8 et R. 111-18-9 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs lorsqu'ils font l'objet de travaux et des bâtiments existants où sont créés des logements par changement de destination
- Arrêté du 21 mars 2007 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19-8 et R. 111-19-11 du code de la construction et de l'habitation, relatives à l'accessibilité pour les personnes handicapées des établissements existants recevant du public et des installations existantes ouvertes au public
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-19 à R. 111-19-3 et R. 111-19-6 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public lors de leur construction ou de leur création
- Circulaire interministérielle n° 2007-53 du 30 novembre 2007 + Annexes modifiée relative à l'accessibilité des établissements recevant du public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 30 novembre 2007 modifiant l'arrêté du 1er août 2006 fixant les dispositions prises pour l'application des articles R. 111-18 à R. 111-18-7 du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments d'habitation collectifs et des maisons individuelles lors de leur construction
- Décret n° 2009-1272 du 21 octobre 2009 relatif à l'accessibilité des lieux de travail aux travailleurs handicapés

1.5.5 TEXTES LEGISLATIFS (SECURITE INCENDIE)

- Arrêté du 18 octobre 1977 (IGH) modifié approuvant le règlement de sécurité pour la construction des immeubles de grande hauteur et leur protection contre les risques d'incendie et de panique
- Arrêté du 31 janvier 1986 modifié relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitation
- Arrêté du 21 novembre 2002 modifié relatif à la réaction au feu des produits de construction et d'aménagement
- Arrêté du 22 mars 2004 modifié relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages
- Instruction technique n° 246 du 22 mars 2004 relative au désenfumage dans les ERP.
- Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle

1.5.6 TEXTES LEGISLATIFS (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- Code de la Santé Publique
- Code du Travail
- Circulaire du 9 août 1978 modifiée relative à la révision du règlement sanitaire départemental type (RSDT)
- Arrêté du 19 mars 1993 fixant, en application de l'article R237-8 du Code du travail, la liste des travaux dangereux pour lesquels il est établi par écrit un plan de prévention
- Circulaire n° 95-07 du 14 avril 1995 relative aux lieux de travail
- Décret n° 95-607 du 6 mai 1995 modifié fixant la liste des prescriptions réglementaires que doivent respecter les travailleurs indépendants ainsi que les employeurs lorsqu'ils exercent directement une activité sur un chantier de bâtiment ou de génie civil
- Circulaire n° 96-5 du 10 avril 1996 relative à la coordination sur les chantiers de bâtiment et de génie civil
- Circulaire du 15 février 2000 relative à la planification de la gestion des déchets de chantier du bâtiment et des travaux publics
- Avis du 7 février 2005 relatif à la note d'information technique définissant les actions à mettre en œuvre sur les bâtiments pour la gestion du risque lié au radon pris en application de l'article 9 de l'arrêté du 22 juillet 2004 relatif aux modalités de gestion du risque lié au radon dans les lieux ouverts au public
- Arrêté du 25 avril 2006 relatif aux travaux en parties communes nécessitant l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb
- Circulaire n° 12 du 24 mai 2006 relative aux règles générales de prévention du risque chimique et aux règles particulières à prendre contre les risques d'exposition aux agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction
- Arrêté du 7 août 2008 relatif à la gestion du risque lié au radon dans les lieux de travail
- Décret n° 2008-1156 du 7 novembre 2008 relatif aux équipements de travail et aux équipements de protection individuelle
- Arrêté du 12 mai 2009 relatif au contrôle des travaux en présence de plomb, réalisés en application de l'article L. 1334-2 du code de la santé publique

1.5.7 DOCUMENTS TECHNIQUES UNIFIES

- Documents Techniques Unifiés applicables aux travaux de ce(s) corps d'état

- DTU 34.2 (P25-202) : Choix des fermetures pour baies équipées de fenêtres en fonction de leur exposition au vent (septembre 2004)
- DTU 36.1/DTU 37.1 (FD P20-201) : Mémento pour les maîtres d'œuvre - Choix des fenêtres en fonction de leur exposition (décembre 2001)

1.5.8 NORMES (CONCEPTION, PERFORMANCES, FABRICATION)

- Normes françaises et européennes applicables aux travaux de ce(s) corps d'état
- NF P01-005 (novembre 1969) : Dimensions des constructions - Dimensions des portes à vantaux battants (Indice de classement : P01-005)
- NF ISO 15392 (décembre 2008) : Développement durable dans la construction - Principes généraux (Indice de classement : P01-051)
- NF P03-700 (décembre 2002) : Bâtiment - Marchés privés - Qualité des services associés aux prestations de travaux de bâtiment dans les marchés privés (Indice de classement : P03-700)
- FD P05-101 (septembre 2003) : Guide pour l'élaboration de notices de surveillance et d'entretien des immeubles collectifs de logements ou de bureaux (Indice de classement : P05-101)
- FD P05-102 (septembre 2003) : Guide pour l'élaboration de notices de surveillance et d'entretien d'une maison individuelle ou d'une construction assimilable (Indice de classement : P05-102)
- P05-321 (avril 1986) : Norme de performance dans le bâtiment - Présentation des performances des façades construites avec des composants de même origine (Indice de classement : P05-321)
- P06-007 (septembre 1988) : Principes généraux de fiabilité des constructions - Liste des termes équivalents (Indice de classement : P06-007)
- P09-101 (septembre 1990) : Joints - Terminologie (Indice de classement : P09-101)
- NF P20-302 (mai 2008) : Caractéristiques des fenêtres (Indice de classement : P20-302)
- P20-325 (août 1988) : Performances dans le bâtiment - Présentation des performances des fenêtres et portes-fenêtres (Indice de classement : P20-325)
- P20-326 (février 1990) : Fenêtres et portes-fenêtres - Définitions des performances associées aux rôles (Indice de classement : P20-326)
- NF P20-401 (avril 1944) : Charpente - Menuiserie - Serrurerie - Dimensions des châssis et croisées à la française (Indice de classement : P20-401)
- NF EN 12400 (février 2003) : Fenêtres et portes - Durabilité mécanique - Prescriptions et classification (Indice de classement : P20-534)
- XP P20-650 (janvier 2009) : Fenêtres, portes-fenêtres, châssis fixes et ensembles menuisés - Pose de vitrage minéral en atelier (Indice de classement : P20-650)
- NF EN 14759 (novembre 2005) : Fermetures - Isolation acoustique vis-à-vis des bruits aériens - Présentation de la performance (Indice de classement : P25-460)
- NF EN 13659+A1 (novembre 2008) : Fermetures pour baies libres équipées de fenêtres - Exigences de performance y compris la sécurité (Indice de classement : P25-512)
- NF P26-414 (février 2005) : Quincaillerie de bâtiment - Serrures à mortaiser verticales dites de 150 simples, de sûreté à gorges ou de sûreté à cylindres (Indice de classement : P26-414)
- NF EN 1670 (juillet 2007) : Quincaillerie pour le bâtiment - Résistance à la corrosion - Exigences et méthodes d'essai (Indice de classement : P26-433)
- NF EN 26927 (juillet 1991) : Construction immobilière - Produits pour joints - Mastics - Vocabulaire (Indice de classement : P85-102)
- NF EN ISO 11600 (mai 2004) : Construction immobilière - Produits pour joints - Classification et exigences pour les mastics (Indice de classement : P85-305)
- NF X02-001 (décembre 1993) : Grandeurs et unités - Principes généraux (Indice de classement : X02-001)
- X02-004 (août 1994) : Normes fondamentales - Noms et symboles des unités de mesure du système international d'unités (SI) (Indice de classement : X02-004)
- NF X02-006 (août 1994) : Normes fondamentales - Le système international d'unités - Description et règles d'emploi
- Choix de multiples et de sous-multiples (Indice de classement : X02-006)
- NF EN ISO 11064-3 (mai 2000) : Conception ergonomique des centres de commande - Partie 3 : Agencement de la salle de commande (Indice de classement : X35-400-3)

1.5.9 NORMES (MISE EN OEUVRE CONSTRUCTION, HABITATION)

- NF P04-103 (décembre 1985) : Tolérances dans le bâtiment - Vocabulaire général - 2ème partie (Indice de classement : P04-103)
- XP P23-308 (décembre 2001) : Menuiseries extérieures - Ouvrages mixtes avec éléments en bois - Spécifications techniques pour la liaison mixte (Indice de classement : P23-308)
- NF EN 12635+A1 (février 2009) : Portes et portails industriels, commerciaux et résidentiels - Installation et utilisation (Indice de classement : P25-318)

1.5.10 NORMES (URBANISME, ENVIRONNEMENT)

- NF EN ISO 10077 (juin 2004) : Performance thermique des fenêtres, portes et fermetures - Calcul du coefficient de transmission thermique (Indice de classement : P50-737)

1.5.11 NORMES (ACCESSIBILITE)

- NF P91-201 (juillet 1978) : Constructions - Handicapés physiques (Indice de classement : P91-201)

1.5.12 NORMES (SANTE PUBLIQUE, SECURITE, TRAVAIL)

- NF EN 12811 (août 2004) : Equipements temporaires de chantiers (Indice de classement : P93-501)

1.5.13 GUIDES, PRESCRIPTIONS ET SOLUTIONS TECHNIQUES

- GS 6 : Feuillure à verre des menuiseries extérieures - Méthode de détermination de la hauteur utile (Cahiers du CSTB, Cahier 3298, novembre 2000)
- GS 6 : Menuiseries en PVC faisant l'objet d'un Avis Technique - Conditions générales de mise en œuvre en travaux neufs et sur dormants existants (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3521, juillet 2005)
- Fiches techniques de la Commission du règlement de construction (25 juin 1997) : Sécurité contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation - Arrêté du 31 janvier 1986
- Améliorer le confort d'été dans l'habitat collectif - Guide de solutions pratiques à l'usage des décideurs du secteur de l'habitat social (e-Cahiers du CSTB, Cahier 3619, avril 2008)
- Arrêté du 10 décembre 2003 relatif à l'agrément d'un modificatif à la solution technique ST 2001-001 pour l'application de la réglementation thermique 2000
- Arrêté du 11 juillet 2003 relatif à l'agrément d'un modificatif à la solution technique ST 2001-001 pour l'application de la réglementation thermique 2000
- Arrêté du 12 décembre 2007 relatif à l'agrément de la solution technique ST 2007-002 relative au respect des exigences de la réglementation thermique 2005 pour les maisons individuelles non climatisées
- Arrêté du 27 juillet 2004 relatif à l'agrément d'un modificatif à la solution technique ST 2001-001 pour l'application de la réglementation thermique 2000
- Exemples de solutions acoustiques - Réglementation Acoustique 2000 (Guide DGUHC, Solution acoustique 2002-001, mai 2002)
- GS 6 : Fenêtres et portes faisant l'objet d'un Avis Technique - Caractéristiques thermiques (Cahiers du CSTB, Cahier 3131, mai 1999)
- GS 7 : Isolation thermique par remplissage de murs à double paroi - Conditions générales d'emploi et de mise en œuvre des procédés faisant l'objet d'un avis technique (Bulletin Avis techniques 272-2, septembre 1986)
- RT 2000 - Solution technique RT 2000 Maisons individuelles non climatisées (RT 2000 - ST 2001-001, juin 2001) + Variante M001 (juillet 2003) + Variante M002 (décembre 2003) + Variante M003 (juillet 2004)
- RT 2005 - Solution technique relative au respect des exigences de confort d'été de la RT 2005 (RT 2005 - ST 2007-001, septembre 2007)
- RT 2005 - Solution technique relative au respect des exigences de la RT 2005 pour les maisons individuelles non climatisées (RT 2005 - ST 2007-002, juillet 2007)
- RT 2005 - Fiche d'application : Bâtiments accolés
- RT 2005 - Fiche d'application : Classement au bruit des baies : BR1 BR2 BR3
- RT 2005 - Fiche d'application : Classement au bruit des baies : BR1 BR2 BR3
- RT1988 - Thermique : Solutions techniques pour le respect du règlement thermique applicables aux immeubles collectifs ne comportant pas plus de cinquante logements (Cahiers du CSTB, Cahier 2390, février 1990)
- RT1988 - Thermique : Solutions techniques pour l'obtention du label haute performance énergétique trois étoiles en maison individuelle - Application de l'article 3 de l'arrêté du 30 décembre 1988 (Cahiers du CSTB, Cahier 2357, septembre 1989)
- Solution technique agréée relative aux maisons individuelles méditerranéennes non climatisées et recommandations pour le confort thermique et la maîtrise de l'énergie (RT 2005 - ST 2008-001, janvier 2008)

1.6. QUALITE DES MATERIAUX

1.6.1 GARNITURES D'ETANCHEITE

Les matériaux devront être titulaires d'un certificat de qualification A (arrêté du 10 janvier 1978) : mastics extrudés, cordons préformés, bandes de mousse imprégnée. Les garnitures d'étanchéité devront comporter une protection qui sera enlevée après les opérations de peinture.

1.6.2 QUINCAILLERIE

La quincaillerie sera de première qualité et portera l'estampille S.N.F.Q. (Société Nationale Française de Quincaillerie). L'entrepreneur devra présenter sa proposition de base en conformité avec les marques et types prescrits.

Tous les articles de quincaillerie seront soumis au maître d'œuvre pour approbation avant tout approvisionnement auprès des fournisseurs. L'entrepreneur devra vérifier que les produits prescrits sont conformes aux préconisations et limites d'utilisation garanties par le fabricant.

1.7. PROTECTION DES OUVRAGES

1.7.1 PROTECTION DES PIECES METALLIQUES

Les éléments de quincaillerie, non soumis à mouvement et sujets à oxydation, recevront avant pose une couche de peinture au minium de plomb.

1.7.2 STOCKAGE SUR LE CHANTIER

Les différents ouvrages seront stockés sur le chantier dans un local ventilé, à l'abri des intempéries et placés de telle sorte que l'air puisse circuler entre les éléments.

Tous les frais relatifs à la mise aux conditions d'ambiance déterminées par le DTU sont à la charge de l'entreprise.

1.8. NETTOYAGE

L'entrepreneur devra balayer les locaux et enlever tous les débris et chutes provenant de l'exécution de ses travaux.

1.9. GARANTIES ANNUELLE, BIENNALE ET/OU DECENNALE

L'entrepreneur garantit formellement la conformité de ses ouvrages à la réglementation nationale en matière de construction.

Cette garantie, d'une durée d'un an, implique le remplacement dans les plus brefs délais, de toute partie d'ouvrage reconnue défectueuse, ainsi que la remise en état pendant cette période de tout élément qui se serait détérioré dans des conditions d'utilisation normale. Les fournitures et les réparations faites seront garanties pendant un nouveau délai d'un an, et dans les mêmes conditions que lors des travaux initiaux.

Par ailleurs, la date de réception avec ou sans réserve constitue l'origine de la garantie biennale et/ou décennale des ouvrages, pour application des articles 1792 et 2270 du Code Civil.

2 DESCRIPTIF TRAVAUX

L'entreprise est réputée s'être rendue sur les lieux avant de remettre son offre.

Conception, fabrication et implantation suivant plans, études thermique et acoustique, plans généraux et carnet de détails architecte.

Les précisions (marques, fabricants, distributeurs...) concernant les prescriptions portées aux descriptifs travaux sont données à titre indicatif, sauf mention expresse contraire. L'entreprise pourra donc faire des propositions différentes en équivalence, mais elle devra préciser dans son offre les marques, modèle et références exactes des matériaux et matériels préconisés. En l'absence de ces précisions, son offre sera considérée comme incluant les prestations correspondant aux prescriptions du présent descriptif.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prestations respectives à la charge de tous les corps d'état. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Dans le cas de constatation d'anomalie ou de doublon entre les différents lots, l'entrepreneur devra le préciser dans son offre par un nota, mais il ne pourra en aucun cas arguer d'un oubli de localisation ou de description à son seul lot, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre attirent l'attention des entreprises sur les performances à atteindre, notamment, le confort thermique et acoustique des occupants, chacun devra respecter et mettre tous les moyens nécessaires pour la conformité du bâtiment selon la réglementation en vigueur.

Pour l'ensemble de ses prestations le titulaire du présent lot est tenu d'atteindre l'objectif fixé par la réglementation thermique RT 2012, notamment en termes d'étanchéité à l'air.

Le titulaire du présent lot devra donc mettre en place un système qualité en procédant à des autos contrôles pour chaque point sensible identifié et ce pendant la durée de l'exécution de ses travaux. Ces autos contrôles devront être remis au Maître d'œuvre pour information pendant la durée du chantier.

Des contrôles et mesures intermédiaires seront effectués par un Organisme indépendant (organisme certifié) pendant la durée du chantier afin d'identifier les points de fuites éventuels. Si les mesures de contrôle n'étaient pas concluantes le titulaire du présent lot devrait reprendre l'ensemble de ses prestations défectueuses, jusqu'à ce que l'objectif demandé soit atteint.

Il devra également mener les actions préventives nécessaires sur ses autres ouvrages similaires non contrôlés. A la fin de l'opération, un organisme agréé mandaté par le Maître d'Ouvrage procédera aux différents essais. Il reste entendu que si certains essais s'avèrent être non concluants, malgré les actions correctives menées en cours de chantier, le titulaire du présent lot devra reprendre l'ensemble des prestations défectueuses le concernant, afin d'aboutir à la conformité de l'essai de perméabilité conformément à la réglementation en vigueur.

2.1. MENUISERIES EXTERIEURES BOIS

Fourniture et pose de menuiseries bois en sapin de pays en feuillure ou dans œuvre suivant indications sur le ou suivant contexte, comprenant notamment :

- Ensemble en profilés préfaçonnés, assemblés par coupe d'onglet, peints ou lasurés en usine, teinte au choix de l'architecte
- Cadre dormant constitué de traverse haute, montants latéraux, pièce d'appui avec jet d'eau, gorge de récupération des eaux d'infiltration et de condensation, montants et traverses intermédiaires selon les types.
- L'épaisseur du cadre dormant devra être de largeur suffisante pour recevoir les cloisons de doublage isolantes intérieures, le cas échéant.
- Double joint d'étanchéité périphérique sur ouvrants avec membrane protectrice pelable.
- Eléments à feuillure drainée. Pièces d'appuis et ouvrants équipés de jet d'eau.
- Vitrage certifié CEKAL, posé sur joint mousse et silicone. Panneaux de garnissage à parement intérieur et extérieur inaltérables bénéficiant d'un avis technique, posés en usine sous parclozes intérieures, calés selon DTU et garantissant les performances thermiques, acoustiques et de sécurité de la menuiserie.
- Couvre-joint intérieur sur les quatre faces, profilage à soumettre à l'agrément du maître d'œuvre
- Tous les bois mis en œuvre recevront en usine ou sur le site une couche de peinture d'impression à la charge du présent corps d'état.
- Les pièces d'appuis des portes fenêtres recevront un habillage métallique (tôle 75/100ème) assurant la protection des parties soumises au passage. Cette protection sera réalisée au moyen de profilés en aluminium adaptés à la forme de la pièce d'appui.
- Réservations pour ventilations et grilles de ventilation.
- Pose des grilles de ventilation fournies par l'entrepreneur du lot Ventilation

- Compris tout système de ferrage, fermeture et quincaillerie tels que prises et scellement, fiches, paumelles, crémone, ferme-imposte, serrure, ferme-porte...
- Butées caoutchouc au sol au droit des portes
- Compris toutes sujétions de réalisations, pièces diverses nécessaires à la mise en œuvre, fixation, relevés contre tableaux, étanchéité...
- Compris parecloses et petits bois suivant détails architecte.
- Compris habillage allège intérieure par tablette bois médium ép. 18mm à peindre

Quincaillerie :

Tous les travaux de quincaillerie sont prévus au présent corps d'état. L'ensemble des fournitures sera de première qualité estampillée SNQF.

Vitrage pour châssis extérieurs :

- Double vitrage, remplissage argon peu émissif, posé en feuillure avec joint adapté et parecloses démontables
- Y compris double cordon périphérique pour maintenir l'écartement des glaces, joints étanches et label CEKAL

- Compris marquage haut et bas sur vitrage toute hauteur
- Double vitrage type STADIP PROTECT de chez SAINT GOBAIN 44.2 - 12 - 44.2 1)

Caractéristiques techniques :

- Coefficient de déperdition surfacique des menuiseries : Châssis RPT, $U = 1.40 \text{ W/m}^2 \cdot ^\circ\text{C}$.
- Châssis fixes avec traverses ou montants intermédiaires selon indications des plans de façade

Pour les portes et parties attenantes sur 1.50 de large sur chaque face, les vitrages devront être conforme au DTU 39P5 soit des vitrages feuilletés.

Surface maximale	Verre feuilleté recuit STRATOBEL
0.50 m ²	33/2
2.00 m ²	44/2
4.50 m ²	55/2
6.00 m ²	66/2

NB : la découpe du vitrage sera franche et sans éclat. Eviter les amorces de rupture en abattant les arêtes à la meule. Tout vitrage présentant une amorce de rupture sera éliminé. Ne pas utiliser de vitres rayées ou écaillées. En cas de rayures après la pose, le vitrage sera changé sans attendre.

Conforme au DTU 39 partie 5.

2.1.1. DEPOSE DES MENUISERIES

Travaux comprenant :

- La dépose des menuiseries et cadres existants
- La découpe soignée des ferrages sur dormant, dévissage
- La dépose et la révision des volets bois existants conservés

Compris dépose des appuis de fenêtres et des seuils de porte

Les murs conservés ne devront subir aucune détérioration.

Mise en place d'une protection contre la chute des personnes et des matériaux pendant l'intervention.

Evacuation à la décharge agréée suivant tri.

Localisation : 11U pour remplacement des menuiseries existantes.

2.1.2. PORTE D'ENTREE

Fourniture et pose d'une porte réalisée en profilé aluminium comprenant :

Dormant / Tapées :

- Profils tubulaires à rupture de pont thermique assemblés à coupes d'onglet par équerres serties.
- Seuil à rupture de pont thermique assemblé à coupes droites par vissage. Hauteur du seuil conforme PMR

Ouvrant :

- Ouvrant visible
- Profils tubulaires à rupture de pont thermique assemblés à coupes d'onglet par équerres serties.
- à 1 vantail, ou 2 vantaux égaux, ou 2 vantaux tiercés
- Parecloses intérieures clippées.

Etanchéité entre dormant et ouvrant(s) assurée par deux joints de battement.

Vitrage :

- Double vitrage feuilleté 2 faces d'épaisseur 30mm, ou autre vitrage ou panneau d'épaisseur 24 à 37mm.
- Feuillures, drainages, calages et joints conformes au D.T.U. 39.
- Bande d'alerte contrastée de 5cm de large à 110 et 160 de haut

Ferrage :

- par 4 paumelles renforcées, Avec réglage tridimensionnel.
- verrouillage haut et bas

Manœuvre :

- Double béquille aluminium actionnant une serrure 3 points à relevage à pêne.
- Verrouillage de l'ensemble par barillet européen 3 clés.
- ferme-imposte hydraulique à coulisse
- choix de poignées et barres de tirage

Visserie : inox 304.

L'entrepreneur assurera la pose du cadre pour scellement.

Teinte RAL au choix du maître d'œuvre

Localisation : 1U remplacement de la porte d'entrée passage 90 notée 1 un sur plan

1U remplacement de la porte accueil avec entrebailleur passage 80 notée 1 un sur plan.

2.1.3. PORTE FENETRE ET FENETRES BOIS

Fourniture, façonnage et pose d'ensembles châssis en bois résineux du pays de qualité peint, y compris le vitrage conformément aux plans du Maître d'oeuvre et comprenant : - précadre aux endroits nécessaires-cadre ouvrant avec ferrements adéquats au mode d'ouverture.

Ensemble fenêtre bois : $U_w = 1,40 \text{ W/m}^2\text{K}$ vitrage incorporé en fourniture et pose d'épaisseur et de nature conformément à la réglementation en vigueur

Joints creux périphériques pour raccords intérieurs et extérieurs

Etanchéité en périphérie extérieure par joint au mastic élastomère de 1ère catégorie

Application d'un produit de préservation contre les insectes et les champignons et d'une protection contre les reprises d'humidité compatible avec la finition lasuré

Affaiblissement acoustique minimum : $R_w + C_{tr} \geq 30 \text{ dB}$

Tablettes extérieures en aluminium prélaqué de développement nécessaire conformément aux schémas de principe

Finition peinture selon teinte au choix du maître d'œuvre.

Localisation : 1U porte fenêtre 75/215 au RDC notée 2

3U fenêtre 80/135 au RDC notée 3

5U fenêtre 80/145 au R+1 notée 4

1U châssis 60/70 au RDC notée 5

1U châssis 60/80 au R+1 notée 6

2.1.4 VOLETS BATTANTS EN BOIS MASSIF

Paire de volets pleins à larges planches de dimensions inégales, à assemblage jointif sans chanfrein ni grain d'orge, avec barres et écharpes à l'identique des existants.

L'ensemble en bois exotique toutes faces rabotées, épaisseur 27mm mini, qualité menuiserie extérieure (lames assemblées par rainures et languettes, avec renforcement intérieur par broches : tiges métalliques).

Emboîtures hautes et basses. Quincailleries en acier galvanisé ou inox A4 (gonds, pentures à équerre, fermeture par espagnolette plate 18*5, butée basse et crochet de crémaillère pour une condamnation intérieure). Compris percements et scellements au mortier de résine, dans les façades. Les lames recevront une impression peinture toutes faces, avant assemblage.

Localisation : 1U fenêtre créée 80/135 au RDC notée 3

1U porte fenêtre 75/215 au RDC notée 2

2U fenêtres créées 80/145 au R+1 notée 4

2.1.5 GRILLES DE PROTECTION 0.6 x 1.10

Grilles et barreau de protection en tubes galvanisés à chaud, assemblés par coupes ajustées et soudées. Fixation par scellement direct ou par pattes scellées ou pisto scellées.

Cadres tube serrurier de 50/50mm à minima.

Condamnation par serrure sur portes d'entrée.

Barreau en fer plat de 40 x 12 mm, espacement entre barreaux 0,11 m.

Localisation : 1U porte d'entrée passage 90 notée 1 un sur plan et suivant dessin de façade.

1U porte d'entrée passage 80 notée 1 un sur plan et suivant dessin de façade.

1U châssis 60/70 au RDC notée 5

2.2. MENUISERIES INTERIEURES ET AMENAGEMENTS

2.2.1 BLOCS-PORTE DE COMMUNICATION PREPEINTE

Porte constituée :

- 1 vantail à la française à recouvrement 3 côtés de 830 mm épaisseur 40 mm hauteur 2040 mm,
- Huisserie métallique à recouvrement et baguette de compensation en PVC
- Ame alvéolaire,
- Un renfort de serrure,
- Parement en panneau de fibre dur ép. : 3 mm,
- Ferrage, 3 paumelles de 110,
- 1 mortaise pour serrure à larder 1 point (axe 50),
- Pré perçage pour une béquille de 165 mm d'entraxe.

Finition laquée blanc d'usine.

Y compris :

- clavettes bois à incorporer dans les cloisons, étriers de serrage ou en fixation vissée,
- Serrure à larder mono points et condamnation,
- Béquille double sur plaque, type Muze de chez Vachette ou équivalent, finition chromé velours,

- Butoir fixé au sol en caoutchouc blanc type Bricard diam 30mm assortie aux ensembles de porte, fixation par vissage inox.
 - bec-de-cane à condamnation pour WC et salles de bains,
 - pêne dormant 1/2 tour, 2 clés pour chambres,
 - bec-de-cane pour les autres pièces,
- Localisation : 1U passage 90 Accès sanitaires y compris plaque signalétique PMR
5U passage 80 Accès y compris plaque signalétique bureau.

2.2.2 PLAN DE TRAVAIL

Fourniture et pose de plan de travail en panneaux de particules CTBH de 35 mm.

Prévoir l'ossature métallique ou bois appropriée pour fixation contre parois et l'application d'un joint silicone en périphérie.

Angles arrondis.

Tous les parements vus seront revêtus de stratifiés 9/10é d'épaisseur de couleur au choix du Maître d'Oeuvre.

L'entreprise devra présenter un nuancier comprenant au min 40 couleurs,

Les autres parements seront contrebalancés en stratifiés blanc.

Y compris découpe pour vasques et évier, toutes sujétions de fixation.

Localisation : 3U 1.2 ml plans des bureaux.

2.2.3. FOURNITURE ET POSE DES ENTREES D'AIR

Fourniture et pose des entrées d'air fournies auto réglable de 30 m3/heure dans dormant des menuiseries. Compris toutes sujétions de mise en oeuvre.

Dnew + Ctr des entrées d'air: 36 dB

Localisation : 6U pour bureaux.

2.2.4. BARRE DE RAPPEL

Fourniture et pose de barre de rappel de porte pour sanitaires pour sanitaires PMR.

Localisation : 1U WC

2.2.5. MAIN COURANTE ESCALIER ET RETOUR GRADE CORPS

Fourniture et pose de main-courante d'escalier comprenant :

Tube filant rond Ø 50 mm soudée en tête des raidisseurs précédents compris débillardage, jonction en continue avec la main-courante ci-après, coupes d'onglets, traitement d'extrémités libres par embout soudé. - soudures, assemblages, meulage soigné des soudures.

Fixations par vis inox et chevilles adaptées - toutes sujétions d'exécutions, mise à niveau et adaptations éventuelles.

FINITION – Thermo laquage teinte RAL teinte au choix de l'Architecte.

NOTA : La largeur minimale entre mains courantes et les débords de main courante sur paliers de départ et d'arrivée devront être conformes aux normes handicapées en cours. Les mains courantes seront filantes sans interruption.

Rappel de la réglementation,

« EXTRAIT DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014

Elles doivent se prolonger aux extrémités

3° Atteinte et usage :

L'escalier, quelle que soit sa conception, comporte une main courante de chaque côté. Dans le cas où leur installation dans un escalier existant aurait pour conséquence de réduire le passage à une largeur inférieure à 1 m, ou dans les escaliers à fut central de diamètre inférieur ou égal à 0,40 m, une seule main courante est exigée.

Toute main courante répond aux exigences suivantes :

- *être située à une hauteur comprise entre 0,80 m et 1,00 m mesurée depuis le nez de marche. Toutefois, lorsqu'un garde-corps tient lieu de main courante, celle-ci devra être située pour des motifs de sécurité à la hauteur minimale requise pour le garde-corps ;*
- *se prolonger horizontalement de la longueur d'une marche au-delà de la première et de la dernière marche de chaque volée sans pour autant créer d'obstacle au niveau des circulations horizontales ;*
- *être continue, rigide et facilement préhensible. Dans les escaliers à fut central, une discontinuité de la main courante est autorisée dès lors que celle-ci permet son utilisation sans danger et que sa longueur est inférieure à 0,10 m ;*
- *être différenciée de la paroi support grâce à un éclairage particulier ou un contraste visuel. »*

Localisation : 1U, pour escalier et retour garde-corps palier.

2.2.7. PANNEAU HABILLAGE

Fourniture et pose d'un cadre bois avec panneau bois ouvrant sur extérieur condamnation par poignées quart de tour.

Localisation : 1U 80/180 Cadre habillage sous face d'escalier